

LA

La Lettre de Solidarité Laïque
Prix : 5€ - 1^{er} trimestre 2022

n°76

LETTRE



Solidarité
Laïque

MANIFESTE POLITIQUE



Carole Coupez

Déléguée générale adjointe
de Solidarité Laïque

« Une démocratie doit être une fraternité, sinon c'est une imposture. »*

Dans cette période marquée par le repli sur soi, l'individualisme et le marketing politique, nous votons pour le collectif et la solidarité !

Si « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale** », les objectifs de développement durable, les défis nationaux, locaux et mondiaux sont de même indivisibles. Les crises actuelles confirment que nous vivons tous.toutes dans un seul monde, que nos défis sont universels (santé, économie, climat...) et que les réponses ne peuvent qu'être laïques, solidaires et démocratiques. Pour cela, nous choisissons la légitimité du terrain, avec des actions incarnées par des milliers d'acteurs.actrices de la solidarité et de l'éducation, par des milliers d'associations et de militant.e.s. Plus que jamais, les combats et le plaidoyer de Solidarité Laïque pour le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous sont nécessaires ici en France comme partout dans le monde, car ce droit continue d'être menacé, remis en question. Notre contribution à un monde plus solidaire se doit d'être efficace et identifiée. C'est ce que vous propose cette Lettre, autour des principes de la République - Liberté, Égalité, Fraternité - qui guident notre approche laïque d'acteur de la solidarité, de toutes les solidarités.

* Antoine de Saint-Exupéry

** Article 1^{er} de la Constitution de la Vème République

Né au Burkina Faso en 1980, Souleïmane Barry exprime autant la beauté d'un monde qui lui est cher que les soubresauts d'une humanité à la dérive, révélant les aspirations secrètes des individus, les rêves d'ailleurs et la possibilité de vivre autrement.



La Lettre de Solidarité Laïque N° 76. 1^{er} trimestre 2022 - Abonnement 20 € - Directrice de la publication: Anne-Marie Harster. Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 Paris - Tél.: 01 45 35 13 13 - Dépôt légal : février 2022 - Numéro ISSN 1298 714 X - Impression: IJB Bondues - Suivez nos actualités sur solidarite-laïque.org

© Boris Anip

Micro-projets **PEPA, PEPS, PESI,** **LA SOLIDARITÉ ET LA CITOYENNETÉ EN ACTION !**

Dans ses actions de terrain, Solidarité Laïque rencontre des citoyen.ne.s débordant d'idées et d'imagination pour mettre la solidarité en action. Nous les accompagnons en finançant leurs initiatives de 1 000 à 5 000 €, à travers 3 dispositifs annuels :

PEPA **(Pour l'Éducation, Pour l'Avenir)** **Actions Solidaires Monde**

pour soutenir des projets portés par des partenaires associatifs locaux visant à favoriser l'accès à l'éducation de base, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes à l'international. 6 projets sont soutenus en 2022.

pepa@solidarite-laique.org

PEPS **(Par l'Éducation, Pour la Solidarité)** **Actions Solidaires France**

pour soutenir des actions de solidarité de proximité en direction de publics fragilisés en luttant contre la rupture sociale, éducative et l'exclusion par l'accès à la culture, aux loisirs éducatifs et le renforcement des liens familiaux. 10 projets sont soutenus en 2022.

peps@solidarite-laique.org

PESI **(Partenariat Éducatif de Solidarité Internationale)** **Coopération éducative France / Monde**

pour soutenir des projets d'échanges internationaux à caractère pédagogique, professionnel et solidaire, favorisant l'évolution des pratiques dans le monde de l'éducation, et la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale, avec la CASDEN, la MAIF et la MGEN. 8 projets sont soutenus en 2022.

pesi@solidarite-laique.org

DÉCOUVREZ CI-APRÈS **3 PROJETS PARMIS LES 24 LAURÉATS** **DE CETTE ANNÉE.**

PEPA - "Autonomisation économique des femmes de Sainte-Marie" porté par l'association Dina-Mada (Madagascar)

Grâce à ce projet, les formations professionnelles dispensées par l'association (notamment en cuisine et pâtisserie) seront rendues accessibles aux habitantes de villages isolés, afin qu'aucune d'entre elles ne soit exclue. Afin de pérenniser son action aux côtés du « Rassemblement des Femmes pour le Développement de Sainte-Marie », Dina-Mada fournira également un véhicule utilisant de l'énergie solaire, par souci d'économie et de protection de l'environnement. ■



© Dina-Mada



© Revivre

PEPS - "L'accompagnement des réfugiés, un enjeu d'égalité et d'inclusion sociale pérenne" porté par l'association "Revivre" (Paris)

Avec son cours de Français Langue Etrangère (FLE) et sa permanence d'accueil, l'association accompagne les réfugié.e.s dans l'accès aux droits communs et à l'apprentissage de la langue française. Ce soutien pluridimensionnel répond à un véritable enjeu d'égalité et d'inclusion sociale, le public accompagné étant majoritairement en situation précaire, fragilisé et souvent isolé par l'épreuve de l'exil. Ce programme accueille des réfugié.e.s de plusieurs nationalités, notamment des Syrien.ne.s et des Afghan.e.s. ■

PESI - « Je signe, donc j'existe. » porté par des professionnelles éducatrices et formatrices en langue des signes française (LSF) et des enseignant.e.s de l'école ESEDA (École Spécialisée pour Enfants Déficients Auditifs à Yaoundé au Cameroun)

Ce projet allie formation des enseignant.e.s de l'ESEDA à la LSF et échanges de pratiques entre éducateurs/éducatrices autour de la création d'un support éducatif (livre illustré / BD). Il prendra en compte les spécificités des différentes langues des signes (LSF, langue des signes américaine et signes camerounais). Ce livre inclusif relatera l'histoire d'un ou plusieurs enfants sourds au Cameroun pour permettre aux enfants de s'identifier aux héros du livre. Leurs parents et entourages pourront s'appuyer dessus pour amorcer un travail d'ouverture d'esprit quant aux idées reçues sur la surdité et le handicap en général. ■



© École ESEDA

LIBERTÉ...

“ÉDUQUÉ.E.S AUJOURD’HUI, PLUS LIBRES DEMAIN.”

Solidarité Laïque porte fièrement cette signature, avec la conviction que l’éducation et la laïcité sont consubstantielles et déterminantes pour les libertés.

Notre engagement laïque pour une éducation à visée émancipatrice oriente nos combats et notamment celui de former des femmes et des hommes libres, affranchi.e.s de tous les déterminismes religieux, culturels et sociaux. **L’éducation permet de penser librement, de choisir librement, de construire une citoyenneté mondiale.**

Promouvoir le droit à une éducation publique laïque, c’est aussi plaider pour la qualité de ce que l’on apprend. En élargissant le champ des apprentissages et des savoirs, la laïcité nourrit la qualité de l’éducation. Elle rend possible une éducation interculturelle qui doit permettre de

se questionner sur notre culture ou nos propres représentations.

L’éducation à la citoyenneté mondiale est un formidable outil pour comprendre et décrypter les enjeux actuels, lutter contre les préjugés et tous les dogmatismes de la pensée, apprendre à « vivre » la solidarité et la paix. Elle donne des clés pour développer l’esprit critique mais aussi pour comprendre et agir en citoyen.ne informé.e, responsable, plus à même de jouer un rôle actif dans la société, dans son quartier, dans sa ville et de participer à l’intérêt général ainsi qu’au mieux vivre ensemble. ■

Nos actions

JEUNES DES 2 RIVES POUR ACCOMPAGNER LA CITOYENNETÉ ACTIVE DES JEUNES

À Gentilly comme ailleurs en France, au Maroc et en Tunisie, des jeunes se sont formé.e.s au journalisme, dans le cadre du programme J2R. À travers des reportages vidéos, interviews et micro-trottoirs, ils.elles donnent la parole à des passant.e.s qui partagent leur regard sur leur ville, leur quartier.

Bien loin du pessimisme et des idées reçues, cette démarche témoigne d’un réel attachement des jeunes à leur ville et de leur envie de prendre part aux décisions qui les concernent. www.jeunesdes2rives.org

Notre programme « Jeunes des 2 rives » (J2R) soutenu par l’AFD est un projet d’éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui renforce le pouvoir d’agir et les parcours d’engagement de jeunes du bassin méditerranéen parmi celles et ceux qui subissent le plus les inégalités sociales et territoriales. Il vise à prévenir toutes formes de repli sur soi, en améliorant la compréhension des enjeux de développement et du vivre ensemble, en développant l’esprit critique et en faisant la promotion de la citoyenneté. À la fois bénéficiaires et acteurs.actrices, les jeunes réalisent des projets sociaux, éducatifs ou culturels ■

Nos revendications

1. Faire vivre la loi de 1905 et ses principes de liberté et de cohésion sociale par des projets éducatifs de territoire

- Renforcer l’information et la formation à la laïcité à l’École et dans les espaces éducatifs ;
- S’appuyer sur la pédagogie participative et l’éducation coopérative ;

2. Garantir la participation effective et éclairée des citoyen.ne.s aux enjeux globaux et aux Objectifs de Développement Durable, reliés aux enjeux de leurs territoires

- Donner à tous et à toutes accès à des activités et initiatives favorisant la citoyenneté et l’engagement à dimension internationale (éducation à la citoyenneté mondiale, volontariat, etc.) ;

3. Encourager la participation des jeunes dans les espaces citoyens, démocratiques et les espaces qui leur sont dédiés

- Encourager et garantir leur participation aux politiques publiques qui les concernent ;

4. Réconcilier les citoyen.ne.s avec la démocratie locale

- Rendre accessibles les institutions de la démocratie en leur permettant d’être actifs.actives (consultations citoyennes, campagnes citoyennes, etc.). ■



L'ÉDUCATION SANS CONDITION POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ DE DROITS

En s'appuyant sur les principes de laïcité et de non-discrimination, la France doit garantir les libertés fondamentales et le respect des droits de toutes et tous.

Ses politiques et actions visant à garantir l'égalité de genre et à donner des chances égales d'insertion dans la société doivent être améliorées. **Défendre la laïcité c'est lutter contre toutes les formes de discrimination et de ségrégation scolaire, éducative, culturelle, territoriale et plus globalement sociale.**

On estime aujourd'hui qu'au moins 10 000 enfants ne sont pas scolarisé.e.s en Guyane. À Mayotte, ils, elles seraient au moins 5 000 et 80 % des enfants vivant dans des bidonvilles ou dans des squats ne sont pas scolarisé.e.s. En France de façon générale, les mineur.e.s migrant.e.s non accompagné.e.s sont également trop souvent exclu.e.s de l'éducation,

en particulier quand leur minorité est contestée. L'accès à l'école est particulièrement difficile pour les enfants en situation de handicap ; l'accompagnement est insuffisant et il existe de grandes disparités entre les territoires, les établissements et les dotations.

L'École et plus largement l'Éducation, par un accès de tous et toutes à la culture, au sport, aux loisirs éducatifs, sont des leviers de mixité sociale, d'ouverture aux autres et d'égalité. Elle doit permettre le respect des autres droits et en particulier les droits à l'égalité et à la non-discrimination. Pour cela, l'éducation et les services sociaux doivent être gratuits, publics et inclusifs. ■

Nos actions

VACANCES ET INSERTION POUR UN DROIT AUX VACANCES ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS

Chaque année depuis 1984, Solidarité Laïque coordonne le programme Vacances et Insertion avec le soutien de l'ANCV. L'objectif est d'aider chacun à trouver sa place dans la société, pour favoriser l'insertion et le vivre ensemble, en offrant à des familles fragilisées (y compris quand il y a des personnes en situation de handicap), à des jeunes vulnérables, à des adultes isolé.e.s et à des seniors en difficulté sociale, la possibilité de partir en vacances.

L'article 140 de la loi de 1998 de lutte contre les exclusions reste d'une actualité brûlante : « Légal accès de tous, tout au long de la vie, à



© Ligue de l'enseignement 13

la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté ».

Mais aujourd'hui, 40 % des Français.es dont 3 millions d'enfants ne partent pas en vacances. Cette tendance a malheureusement été renforcée par la crise sanitaire. Yasmine Sadjji, Responsable France métropolitaine et ultra-marine de Solidarité Laïque confirme que « nous avons enregistré un pic de demandes de départs en vacances en 2021, de la part de familles fragilisées ». Ne pas partir en vacances est un marqueur d'inégalités. Plus que jamais, il faut soutenir et permettre le départ des plus fragiles. ■

Nos revendications

1. Renforcer la mixité sociale au sein de la société française

- grâce aux services et accueils publics ;

2. Lutter contre les inégalités socio-économiques

- en investissant dans des politiques publiques territorialisées d'éducation populaire ;

3. Promouvoir les droits sociaux et culturels et l'éducation dans une approche holistique

- en garantissant à toutes et tous l'accès à la culture, aux vacances, aux sports et aux loisirs ;

4. Défendre des services publics sociaux pour tou.te.s est une urgence

- avec une attention particulière pour les enfants, les jeunes, les familles monoparentales et les migrant.e.s ;

5. Garantir le droit à l'éducation et à la formation pour toutes et tous

- en particulier le droit à la scolarisation conformément à l'article 28 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et à la législation française^[1] ;
- notamment pour les mineur.e.s isolé.e.s et les enfants vivant dans la rue ou dans des habitats précaires ;

Ce droit doit être étendu, protégé et pris en charge par l'État au-delà de la majorité des jeunes majeur.e.s migrant.e.s scolarisé.e.s, en situation de formation, de contrat d'apprentissage et ce jusqu'à la fin du cursus diplômant ou professionnel. ■

[1] Code de l'éducation, L. 111-2 : « tout enfant a droit à une formation scolaire, qui complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation »

FRATERNITÉ...

SOLIDARITÉ + LAÏCITÉ = FRATERNITÉ !

Notre nom, Solidarité Laïque, marie la solidarité à la laïcité.

La laïcité, comme principe d'organisation sociale, respecte les libertés de chacun.e et pose la solidarité comme l'objectif suprême partagé. La solidarité ne se décrète pas ; elle se pratique par le vivre ensemble, le faire ensemble et s'organise sur le terrain, dans nos actions.

Cette approche est foncièrement fraternelle : nous portons et animons des processus éducatifs et des espaces collectifs qui permettent à de multiples personnes, acteurs.actrices ou partenaires, de faire de leurs différences des sources d'enrichissement du bien commun et de promouvoir la solidarité autour de l'intérêt général.

Cette solidarité se construit par la coopération, la co-construction, la réciprocité et n'a pas de délimitation géographique. Elle est locale

comme internationale, car les enjeux globaux et les combats sont interconnectés. Ainsi, les expériences et les savoirs faire se partagent pour gagner en fraternité.

Ensemble, riches de nos métiers, expertises, actions et plaidoyers, nous contribuons aux politiques publiques d'éducation et de coopération internationale*. Nous défendons le droit à l'éducation de qualité en France et à l'international, par le biais d'une politique de développement solidaire ambitieuse, par les moyens de l'aide publique française au développement qui doit cibler les pays les plus vulnérables et ne laisser personne de côté. **Pour cela, il est primordial de valoriser les concours de la société civile et de renforcer sa participation à tous les échelons de la construction des politiques publiques.** ■

*Union composée de 48 organisations membres, Solidarité Laïque participe à d'autres collectifs tels Coordination SUD, de la Coalition Éducation, du Groupe Enfance, de la Campagne mondiale pour l'éducation, du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, du Pacte du pouvoir de vivre, etc.

Nos actions

COMPÉTENCES POUR DEMAIN POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Dans le cadre de CPD, plus de 500 jeunes ont participé à au moins 1 formation en un an. Environ 30 jeunes se rendent dans les LABIS chaque semaine, à raison de 3 visites hebdomadaires en moyenne pour chacun.e. La diversité des activités qui y sont menées (formations, ateliers, échanges en ligne, projections-débats...) permet d'aborder des thèmes variés : techniques de recherche d'emploi, alphabétisation fonctionnelle, économie sociale et solidaire, enjeux alimentaires nationaux et mondiaux, développement durable, égalité de genre, entrepreneuriat, financement participatif, etc.



© Solidarité Laïque

Selon la Banque mondiale, 60 % des chômeurs. chômeuses africain.e.s sont des jeunes.

Notre programme « Compétences pour Demain » (CPD), soutenu par l'Agence Française de Développement, vise à redonner un avenir aux jeunes des banlieues de 6 mégapoles ouest africaines : Ouagadougou (Burkina Faso), Bamako (Mali), Porto Novo (Benin), Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal) et Conakry (Guinée). CPD s'appuie sur des Laboratoires d'innovations sociales (LABIS), espaces interactifs à visée éducative et sociale, encourageant la formation par la pratique entre pair.e.s et la co-construction de projets, autour de deux pôles complémentaires : employabilité et engagement citoyen. ■

Nos revendications

1. Tenir les engagements de la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, adoptée en août 2021

- en particulier, respecter la programmation budgétaire prévue pour atteindre 0,7 % de la richesse nationale (RNB) dédiée à l'aide publique au développement à horizon 2025 ;

2. Orienter les budgets de la coopération internationale vers la lutte contre les inégalités mondiales

- en privilégiant les dons aux prêts ;
- en ciblant les pays les moins avancés et en allouant au moins 50 % de l'APD aux services sociaux de base (santé, éducation, protection sociale, alimentation, accès à l'eau, etc.) ;

3. Repositionner l'éducation en transversalité

- comme un levier fondamental du développement durable, de l'accès aux autres droits et de la paix ;
- en concentrant les moyens de l'APD à l'éducation de base ;
- en soutenant les systèmes éducatifs et les acteurs éducatifs locaux ;

4. Mettre davantage l'agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) au cœur des politiques françaises nationales et de solidarité internationale

- comme cadre universel et mondial pour lutter contre la pauvreté mondiale et protéger la planète ;

5. Renforcer la place de la société civile organisée

- dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques ;

6. Encourager et valoriser l'engagement associatif

- en soutenant et en préservant les espaces de structuration et d'expression de la société civile, les libertés d'association, de réunion, de manifestation ;

7. Mettre fin à toutes formes de criminalisation de la solidarité. ■

INTERVIEWS LA DÉMOCRATIE VUE PAR LES JEUNES

À l'approche des élections présidentielles en France, il nous a semblé essentiel de donner la parole à des jeunes.

Après 2 ans de vie sociale limitée, comment évaluer aujourd'hui leur rapport à la démocratie, à la participation citoyenne ?

Parmi leurs autres droits, comment apprécient-ils. elles leur droit de vote ? À 18 ans, a-t-on hâte de voter pour la 1^{re} fois ?

On parle souvent de l'abstention comme du 1^{er} parti de France. Qu'en est-il ? Les jeunes sont-ils. elles si désintéressé.e.s par la politique ? Quelles sont leurs raisons d'espérer ?

Réseaux sociaux, manifestations, pétitions... Comment les jeunes peuvent-ils. elles faire entendre leur voix ? Quels sont leurs moyens d'expression ? Et surtout, ont-ils. elles le sentiment d'être écouté.e.s et que leur avis est pris en compte ?

8 jeunes engagé.e.s dans notre Programme « Jeunes des 2 rives » (J2R) nous donnent des éléments de réponse.

.....
DAOUDA, 18 ANS, GENTILLY.

Daouda participe aux activités de l'association Espoir Gentilly qui a réalisé un chantier au Maroc en octobre 2021, dans le cadre de J2R.

« J'attends vraiment le moment de pouvoir enfin voter. J'aimerais bien essayer. Ça me motive pour plus tard. En votant je peux faire des choses, beaucoup de jeunes ne comprennent pas cela. »

.....
GAMBAYE, 22 ANS, PARIS.

Gambaye participe aux activités de l'association Arc Équipes-d'Amitié qui a réalisé un chantier au Maroc en octobre 2021, de J2R.

« Quand j'ai voté pour la première fois j'étais trop contente, parce que je me sentais adulte. Je peux prendre moi-même des décisions comme celle d'élire le Président que je veux, sans que l'on me l'impose. »

« J'AI PRÉVU DE VOTER, PARCE QUE LES PROGRAMMES DES CANDIDAT.E.S M'INTÉRESSENT, MAIS EN DEHORS DES PRÉSIDENTIELLES, LA VIE POLITIQUE NE M'INTÉRESSE PAS VRAIMENT. »

Pour que l'on nous écoute, il faut faire des actions concrètes avec les gens du quartier par exemple, ou essayer de rencontrer des personnalités politiques pour leur poser des questions, aller directement au contact des décideurs. décideuses qui font bouger les choses. »

.....
BARBARA, 22 ANS, PARIS.

En service civique chez Solidarité Laïque, Barbara participe aux activités de l'association de prévention spécialisée Arc Équipes-d'Amitié dans le cadre du programme « Jeunes des 2 rives ».

« À 18 ans, la première fois que j'ai pu voter, je ne m'y intéressais pas trop. Avec mes ami.e.s et ma famille, on ne parlait pas de ça. Aujourd'hui, je me dis que c'est vraiment bien, je trouve cela génial. Cette année, j'ai prévu de voter parce que pour moi c'est important d'ajouter une voix. Souvent, on se dit que cela ne sert à rien. Mais une voix, ça peut tout changer, surtout quand les résultats sont très serrés. »

« EN FRANCE, ON DÉCIDE UN PEU À LA PLACE DES JEUNES, MAIS SANS NOUS LE DIRE. »

« Je pense que l'on fait semblant de tenir compte de l'avis des jeunes, mais que l'on n'approfondit pas. Selon moi, on écoute moins les jeunes parce que l'on pense qu'ils. elles ont moins d'expérience, qu'ils. elles sont moins matures. On les fait réfléchir un peu mais au final, on décide à leur place. Dans ma famille quand tu es jeune, les adultes ne t'écoutent pas, tu n'as pas ton mot à dire. On retrouve cela dans la société, mais on nous le cache. On fait semblant de nous écouter, mais finalement c'est la société qui réfléchit à notre place. Le droit de voter, c'est aussi le droit de décider. Cela peut améliorer les choses, mais le problème c'est que ceux. celles qui se présentent, ne font souvent même pas la moitié de ce qu'ils. elles ont dit dans leurs discours. »

« IL FAUT RÉUNIR LES GENS SURTOUT, IL NE FAUT PAS ÊTRE TOUT SEUL, IL FAUT RÉUSSIR À CONVAINCRE, AVEC LES BONS ARGUMENTS. »

« Sur les réseaux sociaux ça va très vite. Moi j'utiliserai les réseaux sociaux pour donner mon avis et pour voir si d'autres personnes sont intéressées par ce que je veux faire pour réunir tout le monde. Les manifestations aussi sont un bon moyen de s'exprimer, les manifestations pacifiques bien sûr. »

.....
ANDREAS, HAUTS-DE-FRANCE.

« Je n'ai pas le sentiment que l'on tient réellement compte de l'avis des jeunes en France. J'ai plutôt l'impression que l'on pense à notre place et que l'on prend des décisions sans nous consulter. »

.....
IBRAHIMA, 23 ANS, PARIS.

« Voter peut changer les choses, ça peut faire évoluer le monde dans lequel on vit aujourd'hui, surtout dans ce pays. Plusieurs choses peuvent changer : les écoles par exemple, pour aider les jeunes en échec scolaire ; le travail aussi, pour améliorer les contrats, augmenter le SMIC... »

« JE POURRAIS VOTER POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS, IL N'Y A PAS DE MAL À CELA. MAIS LÀ TOUT DE SUITE, ÇA NE ME DIT RIEN, JE M'EN FICHE. »

.....
MAMADOU, 22 ANS, ANTONY.

« ON DOIT D'ABORD S'INTÉRESSER À CE QUE VIVENT VRAIMENT LES JEUNES AVANT DE VOIR COMMENT PRENDRE EN COMPTE LEUR AVIS. »

« Ce n'est pas la politique qui est mauvaise, ce sont les personnes. Elles ne font pas vraiment bouger les choses. Ça ne me fait rien du tout d'avoir le droit de vote, je n'ai aucun avis là-dessus, je suis complètement neutre. Je ne vois pas pourquoi ou pour qui j'irais voter. »

.....
SHAÏMA, HAUTS-DE-FRANCE.

« POUR ÊTRE DAVANTAGE ÉCOUTÉE EN TANT QUE CITOYENNE, JE ME SUIS ENGAGÉE AU SEIN D'UNE ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ DIRIGÉE PAR LES JEUNES DE MA VILLE. »

.....
LEANDRO, 19 ANS, PARIS.

« Quand il y a quelque chose qui ne me plaît pas, je ne dis rien. Mais si beaucoup de jeunes s'intéressent à la politique, ils. elles seront peut-être plus entendu.e.s. S'ils. elles s'y connaissent vraiment et ne disent pas n'importe quoi, on sera tous. toutes plus écouté.e.s.

Je pense que la politique ne fait pas grand-chose pour les jeunes, mais quand tu es jeune, tu t'en fiche un peu. C'est pour l'avenir que tu as un intérêt, ce n'est pas pour tout de suite. Tu ne paies pas encore d'impôts, tu vis chez tes parents... »

.....
SAYON, HAUTS-DE-FRANCE.

« J'AI ÉTÉ SUPER RAVIE D'AVOIR EU LE DROIT DE VOTER POUR LA PREMIÈRE FOIS, JE ME SUIS SENTIE CITOYENNE FRANÇAISE. »

« Même si je n'y connais pas grand chose en politique, avoir la chance de pouvoir voter pour le parti politique qui m'intéresse le plus me rend responsable et avec mon vote, la tendance pourrait changer. Pour la prochaine élection présidentielle je suis en pleine hésitation car chaque Président valorise son programme et au final, rien n'est respecté. À vrai dire, j'ai un peu de mal avec cette élection. » ■

Programme SALAM

IMAGINER ET CONSTRUIRE LA MÉDITERRANÉE DE DEMAIN



© Solidarité Laïque Méditerranée

La Méditerranée est confrontée à des transformations majeures dans les domaines climatique, socio-économique ou encore démographique. Face à ces défis, la France a lancé en 2019 le « Dialogue des deux rives ». Le programme SALAM (Structurer et Agir en Liaison avec les Acteurs de la Méditerranée) appuie cette dynamique.

SALAM a pour but de porter la voix de la jeunesse méditerranéenne et d'accompagner les acteurs.actrices innovant.e.s de la société civile de la rive sud, en soutenant à la fois les porteurs, porteuses de projets dans la réalisation de leurs initiatives et les dynamiques de collaboration et de co-construction, pour un développement humain économique et durable dans les pays des deux rives de la Méditerranée (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, France, Portugal, Espagne, Italie, Malte) et les pays de voisins (Égypte, Liban, Territoires palestiniens, Jordanie).

Dans ce cadre, Solidarité Laïque organise en partenariat avec Expertise France des rencontres régionales au cours desquelles les participant.e.s sont invité.e.s à mener une réflexion commune autour de la jeunesse en Méditerranée, des enjeux auxquels elle fait face et des facteurs d'innovation dans 6 sous-thématiques : connaissance et mobilité, développement durable, innovation, numérique et entrepreneuriat, culture, inclusion, villes et territoires.

- **Novembre 2021 en Tunisie** - 1^{er} rencontre pour identifier les acteurs.actrices engagé.e.s, les initiatives et dynamiques existantes et les enjeux communs liés à la jeunesse.
- **Mars 2022 en Jordanie** - 2^e rencontre pour identifier les synergies (expériences marquantes, bonnes pratiques, vision stratégique) et définir un mécanisme de collaboration sur les thématiques liées à l'avenir de la jeunesse en Méditerranée. ■

Programme « Compétences pour Demain »

DE L'INNOVATION SOCIALE À LA TRANSFORMATION SOCIALE

Pour clôturer la 1^{re} phase du programme « Compétences pour Demain » (CPD) en Afrique de l'Ouest, soutenu par l'AFD, une rencontre transnationale a réuni 150 participant.e.s à Porto Novo au Bénin, du 17 au 23/01/2022.

Dans la perspective de la phase 2, il s'agissait de faire un état des lieux sur les pratiques de nos 7 LABIS (Laboratoires d'innovations sociales) et d'explorer des pistes d'amélioration ou d'enrichissement.

Cette rencontre en 3 temps nous a permis de pousser nos réflexions, en nous ouvrant à des expertises extérieures sur les 2 leviers qui structurent CPD - employabilité et participation citoyenne - pour construire, à partir des expériences développées, des savoirs collectifs.

1. Les ateliers d'échanges et de réflexion

Une évaluation de CPD par thématiques a été réalisée par les équipes des LABIS et de gestion du programme, des expert.e.s de Manucoop et Altercarto, des partenaires nationaux et Aide et Action.

2. L'Université éphémère

Au cours de ce temps de recherche-action, les problématiques et pratiques clés pour CPD ont été identifiées puis capitalisées sous la forme de fiches techniques, récits d'expérience et supports audiovisuels qui bénéficieront à toutes les parties prenantes du programme.



© Solidarité Laïque

3. Étape 3 : Le colloque interactif

Pour enrichir la phase 2, des expert.e.s, des jeunes, des instances politiques et des acteurs.actrices de la société civile sont intervenu.e.s lors de tables-rondes et de plénières. Des jeunes des autres pays du programme (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal) ont pu y participer en distanciel, depuis les locaux de leur LABIS. ■

Agenda politique

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

les dimanches 10 et 24 avril pour la Métropole
les samedis 9 et 23 avril pour l'Outre-Mer

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

les dimanches 12 et 19 juin pour la Métropole
les samedis 11 et 18 juin pour l'Outre-Mer

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

mardi 8 mars

SEMAINE D'ÉDUCATION ET D'ACTION CONTRE LE RACISME

du 21 au 28 mars

L'éducation sans condition !

Ensemble, réaffirmons la nécessité d'une
éducation de qualité pour toutes et tous, gratuite,
équitable et inclusive, tout au long de la vie !



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou
à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON > DÉDUCTION > COÛT RÉEL
50 € > 33 € > 17 €

66%
DE DÉDUCTION
FISCALE

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts
de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à
l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à vos
demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les traiter et
conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité
conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par
email info@solidarite-laïque.org ou par courrier 22 rue Corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une
réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

4COUV0222

OUI j'aide Solidarité Laïque à développer ses programmes éducatifs
en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20 € 50 € 100 € 200 € _____ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire
de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE : _____

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____